l'Opinion

N° 2817 DATÉ DU 30 JUILLET 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

Elon Musk, Joe Biden et le Parti démocrate : histoire d'une rupture

Page 6

THE WALL STREET JOURNAL.

Activisme et ultragauche : à qui la faute ?

Qui sont les auteurs du sabotage, vendredi, d'installations de la SNCF quelques heures avant la cérémonie d'ouverture des JO ? Prudent, Gérald Darmanin a annoncé lundi l'identification d'« un certain nombre de profils », jugeant bon de préciser, néanmoins, que c'était là « le mode traditionnel d'action de l'ultragauche ». Bien sûr, dans cette affaire, comme pour les dégradations dont ont été victimes lundi des réseaux de fibre optique, Il appartiendra à la justice d'identifier les fautifs, d'établir leurs motivations (ont-ils été manipulés ou ont-ils agi de leur propre chef ?) et leur culpabilité.

Mais à force de flirter avec la zone grise, d'éminents responsables politiques de gauche n'ont-ils pas une responsabilité morale ? Qui se souvient de Manuel Bompard, coordinateur de LFI, faisant la sourde oreille sur les menaces de coupures ciblées de gaz et d'électricité en pleine réforme des retraites ? Que dire du député insoumis Thomas Portes appelant sciemment des salariés de TF1 à débrancher les câbles, à couper l'antenne de la chaîne pour protester contre l'interview de Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien ? Ou de l'écologiste Sandrine Rousseau arborant fièrement, en plein Hémicycle, un t-shirt d'Extinction Rebellion, qui a échappé à la dissolution et dont 45 militants viennent d'être interpellés, samedi, car soupçonnés de vouloir perturber les JO ?

A ne pas condamner des outrances que pourtant rien ne saurait excuser ou justifier, à vouloir constamment attiser les braises d'un militantisme radical, on alimente cette même atmosphère de bordelisation qui met l'Assemblée nationale sens dessus dessous depuis 2022. Quoi d'étonnant (et navrant) qu'une telle bienveillance à leur égard conduise les activistes à se sentir pousser des ailes, confondant la liberté d'expression et une désobéissance civile qui, in fine, est tout sauf non-violente. **Olivier Baccuzat**

@obaccuzat

Le 30 juin, le parti remportait largement le premier tour des législatives. La recherche d'une coalition électorale et les négociations entre formations ont effacé cette progression historique

RN : un mois après, la grande amnésie



SIPA PRESS

Jordan Bardella au soir du premier tour des élections législatives, le 30 juin.

Vague

Au soir du premier tour, le Rassemblement national et ses alliés avaient obtenu plus de 33% des suffrages avant de se heurter au front républicain et de reculer une semaine plus tard. L'hémicycle de l'Assemblée nationale compte aujourd'hui 142 députés, entre le groupe RN et celui d'Eric Ciotti

Dinah Cohen, Matthieu Deprieck, Nina Jackowski et Christine Ollivier

La nuit tombe sur l'Elysée. Le Rassemblement national boucle le premier tour des législatives en tête dans plus d'une circonscription sur deux. Emmanuel Macron réunit quelques fidèles : les ministres Gérald Darmanin, Sébastien Lecornu et Stéphane Séjourné ; ses conseillers Jonathan Guémas et Clément Leonarduzzi. Ils épluchent les résultats un par un. Ils soufflent de soulagement. Le front républicain va empêcher le RN de s'installer à Matignon. Un mois plus tard, qui se souvient avoir imaginé une cohabitation entre Emmanuel Macron et Jordan Bardella ? « Au lendemain du 30 juin, on se demandait tous s'il fallait rédiger un discours de passation de pouvoir avec le RN », se remémore un ministre comme s'il ouvrait un livre d'histoire.

Le second tour a effacé le premier. « On a laissé le narratif des coalitions électorales s'installer alors que le RN forme le premier groupe de l'Assemblée nationale », observe le même ministre. Le danger n'est plus le Rassemblement national mais le blocage du pays. On ne combat plus, on négocie. Le vainqueur est devenu le perdant.

Négociations de postes. « Le RN a complètement disparu des conversations, admet une ministre élue députée. Le seul qui reconnaît clairement une défaite, c'est Jordan Bardella. Le Nouveau Front populaire revendique la victoire. Nous, on ne dit pas que l'on a gagné mais on ne dit pas non plus que l'on a perdu. »

10,6 millions de Français votent pour le RN et la classe politique examine au microscope les intentions des députés Liot. L'ampleur du nouveau groupe de Marine Le Pen n'est pas encore visible. Les députés étaient assis par ordre alphabétique, tous groupes confondus, lors de la seule séance du nouvel Hémicycle. Ça ne justifie pas ce que le secrétaire général d'Horizons, Christophe Béchu, appelle un « déni » : « En 2002, la leçon tirée avait été de créer l'UMP. Ce qui me surprend, c'est le fait que le sujet n'existe pas. Il s'est arrêté à : est-ce qu'il faut leur donner des postes ou pas ? »

Les parlementaires de l'ex-majorité ont survécu à la vague lepéniste. Ils l'ont vue grossir puis refluer. « C'est

●●● *Page 2*

Les coûteux voyages présidentiels dans le viseur de la Cour des comptes

In the air

A l'Elysée aussi, il va falloir se serrer la ceinture. Comme tous les ans, les finances de la présidence sont scrutées à la loupe par la Cour des comptes. Après une campagne des législatives focalisée sur le pouvoir d'achat, les chiffres publiés lundi par la rue Cambon ont une saveur particulière. D'autant que les comptes sont passés dans le rouge : après un léger excédent l'an dernier, en 2023, 117 millions d'euros sont entrés dans les caisses du palais, mais 125 millions en sont sortis. Résultat : pas moins de 8 millions d'euros de pertes en 2023. « La situation financière des services de la Présidence s'est dégradée », souligne le rapport qui appelle à « une vigilance accrue ». Le gros du déficit vient des déplacements et des réceptions de l'Elysée. Emmanuel Macron a davantage voyagé (112 fois en 2023). Avec l'effet de l'inflation en plus, la facture pour les voyages internationaux dépasse les 17 millions d'euros, contre 12 millions en 2023. C'est « plus du double du montant 2019 », souligne la Cour des comptes. Dans le top 3 des voyages les plus coûteux, la tournée en Océanie arrive en premier avec une facture de 3,1 millions d'euros, suivie de la tournée en Afrique (1,9 million d'euros). En troisième, le voyage en Chine (1,8 million d'euros).

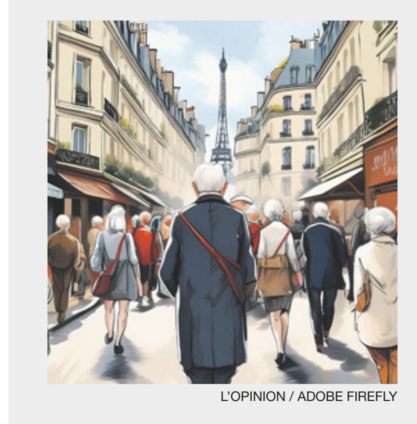
Les réceptions au Palais, plus nombreuses et comptant plus de convives, ont aussi alourdi les comptes. La facture est estimée à 4 millions d'euros en 2023 pour 171 réceptions coûtant 35 euros par invité (contre 29 euros en 2022). Avec, parmi les plus chères, le dîner en l'honneur de Narendra Modi au Louvre (412 000 euros) et celui pour le roi Charles III (475 000 euros). Tous les invités n'ont pas cette chance : pour le président mongol, l'Elysée n'a dépensé que 62 000 euros.

Pour revenir à l'équilibre, la Cour des comptes égrène ses conseils : le partage de l'information, le plafonnement de la taille des délégations, la rationalisation des dépenses de transport, ou encore... « la sensibilisation aux coûts ».

Sarah Spitz

@sarah_spritz

Nos séries d'été 2024



L'OPINION / ADOBE FIREFLY

La révolution démographique qui vient. En diplomatie, la masse humaine fait-elle la puissance ?
Résonances. L'intelligence collective du Parlement ou la Séparation de 1905
Histoire des punchlines libérales. Mario Vargas Llosa et l'unité de la liberté
Mots de France. « Groupes de niveau »

Pages 7 et 8

Etats-Unis : les résultats décevants du revenu universel

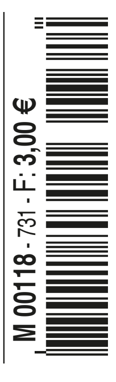
Une étude soutenue par le patron d'OpenAI révèle des conclusions mitigées d'une expérimentation outre-Atlantique *Page 4*

« L'effet de richesse » plus fort que la Fed américaine ?

La hausse des taux n'a pas empêché l'enrichissement boursier et immobilier des consommateurs *Page 4*

Etats-Unis et Japon se serrent les coudes face à la Chine

A l'issue de leurs entretiens « deux plus deux » dans l'archipel, Washington et Tokyo réorganisent leur défense commune *Page 5*



RN : un mois après, la grande amnésie

| | | Suite de la page 1

un mouvement irrépressible », témoigne pourtant une députée-ministre. « Dans le Pas-de-Calais, on est des grands brûlés du RN », rappelle Agnès Pannier-Runacher. L'une des deux seules députées hors extrême droite du département prévient que des villes comme Boulogne, Calais, Lens ou Liévin pourraient basculer aux prochaines municipales. « Il faut être conscient que c'est la dernière Assemblée nationale avant l'extrême droite si les forces républicaines ne travaillent pas ensemble », abonde son collègue Pieyre-Alexandre Anglade. La prise de conscience semble s'être arrêtée aux portes de Paris. Les manœuvres pour se répartir des postes ont immédiatement pris le dessus.

L'élection à la présidence de l'Assemblée nationale fut le troisième tour des législatives. Celui pour le Bureau le quatrième. Celui pour les présidences de commission le cinquième, etc. Des députés ont remercié sur les réseaux sociaux leurs collègues pour les avoir désignés secrétaire d'une commission, un poste insignifiant. C'est Microcosmos au Palais-Bourbon.

On compte les fourmis sans voir l'éléphant dans la pièce. « Ce n'était pas une campagne comme les autres. Il y avait une attente très forte des Français. Je ne comprends pas qu'on puisse répondre à un mouvement démocratique aussi fort par un petit accord à la marge entre LR et Renaissance », déplore le député (non-inscrit, ex LR) du Lot, Aurélien Pradié.

Puisque le RN n'a que presque gagné, c'est qu'il a perdu. « Il va mettre du temps à retrouver une crédibilité, comme après le débat raté de Marine Le Pen en 2017. Sauf que là, grâce aux débats sur les antennes régionales de France 3, ils ont vécu cinquante fois en une semaine cette situation », se rassure un proche d'Emmanuel Macron.

Tout va bien donc. « Cette élection fait beaucoup de mal au RN, veut croire un conseiller LR. Elle a montré que le plafond

« Le gouvernement se prolonge. On est en train de ruiner une partie de ce qu'a fait le front républicain. Tout ça va devenir insupportable pour les Français et va mettre le Président sous pression », craint un ministre démissionnaire

de verre n'était pas si fragile que cela. Alors que tous les signaux étaient au vert, comme jamais sans doute, ça n'a pas marché. » Le même souligne en particulier la persistance des problèmes « RH » du RN. « Ce n'est pas qu'un problème de manque de formation ou de recrutement. C'est plus profond. La réalité, c'est que le RN est toujours aussi radioactif que dans les années 1990 et ne parvient pas à attirer les gens raisonnables. Il se retrouve avec les "tarés". »

La droite a de sérieux problèmes de vue. Le tabou de l'alliance avec l'extrême droite est tombé quand Eric Ciotti a rejoint Jordan Bardella. Mais Les Républicains soulignent l'échec de l'opération du Niçois, dont se sont détournés la quasi-totalité des élus et cadres du parti gaulliste.

Ecœurement. La classe politique est sens dessus dessous. Le groupe présidé par Laurent Wauquiez perd une nouvelle fois des élections et un tiers de ses députés. Pourtant, il conserve son rôle d'arbitre des coalitions. « Les postes s'obtiennent grâce à l'achat d'un groupe arrivé derrière. La présidence de l'Assemblée nationale reste aux mains de la majorité présidentielle. Le gouvernement se prolonge. On est en train de ruiner une partie de ce qu'a fait le front républicain. Tout ça va devenir insupportable pour les Français et va mettre le Président sous pression », craint un ministre démissionnaire.

Pendant ce temps, le RN, maintenu derrière un cordon sanitaire, regarde passer les postes. Au prix d'une stratégie étonnante – en assurant la victoire de deux Insoumis – le RN a perdu ses deux vice-présidences, sans obtenir aucune fonction par ailleurs. Un proche de Marine Le Pen avait prévenu : « Il ne faut pas se battre pour des places afin de garder une bonne image dans l'opinion publique. »

L'opinion publique. La bataille se joue désormais ici. L'extrême droite retrouve sa confortable place de première opposante,


SIPA PRESS

Le RN est « la seule opposition » face au « parti unique » et ses « magouilles », martèle **Marine Le Pen**.

et campe son meilleur rôle, celui de victime du système. « La seule opposition » face au « parti unique » et ses « magouilles », martelait l'ex-candidate à la présidentielle le soir de sa déconvenue. Le même « parti unique » qui les a, déplorait-elle, empêchés d'accéder au Matignon. Des électeurs méprisés, des cadres empêchés : l'image est parfaite pour tenter d'abattre son principal adversaire – le front républicain. Un moyen aussi, d'éviter de mettre l'accent sur son meilleur ennemi – le parti et ses propres défaillances.

Les lepénistes se veulent optimistes : impossible pour eux d'imaginer un front républicain d'une telle ampleur la prochaine fois. « Le système est en train de se dévoiler, la connivence de coulisse se donne en spectacle, insiste Jérôme Sainte-Marie, l'ex-sondeur battu dans les Hautes-Alpes aux législatives. La macronie est une alliance de la gauche et de la droite européistes dressée face au danger populiste. Elle agit comme un trou noir en absorbant toujours plus de forces nouvelles pour tenir face à nous. Mais elle s'approche à grande vitesse du point de bascule : le grand écœurement des gens. »

La vague monte. Sur la répartition des postes, le mal est fait. Il faut rattraper le coup par le versant du programme. « Au lendemain des élections, il n'y a pas eu de communication d'Emmanuel Macron ou de Gabriel Attal pour dire aux électeurs du RN : "On a entendu. On va aller plus loin sur l'immigration, la sécurité, changer notre logiciel" », s'étonne un conseiller de la Droite républicaine. Cette prise de parole est venue le 23 juillet. Dans sa première interview depuis les élections, Emmanuel Macron a posé un cadre pour les prochaines semaines : plus de fermeté, plus de sécurité, plus de justice, une débureaucratisation du pays, une meilleure rémunération du travail. Les troupes de Marine Le Pen se nourrissent de ça, convient un conseiller d'Eric Ciotti : « services publics, pouvoir d'achat, immigration, sécurité… sur tous ces sujets qui ont fait flamber le vote RN, les choses ne vont pas s'améliorer. Qu'est-ce qui ferait que le vote baisse ? Rien. »

Alors, il ne reste qu'une question pour sauver 2027 : comment traiter les électeurs RN ? Une nouvelle loi « immigration » tourne dans les têtes macronistes, conscientes qu'il va falloir montrer plus de radicalité. C'est l'échec des années 2016 à 2018, l'âge de la conquête du pouvoir, de la bienveillance et de la lutte pour l'égalité des chances. En 2024, la forte poussée du RN rappelle que la promesse originelle reste inachevée. « Nous n'avons pas tant un problème de pouvoir d'achat que d'espérance du pouvoir d'achat, analyse un proche d'Emmanuel Macron. On assiste à une crise des imaginaires. Le gamin de classes populaires sait qu'il pourra réussir de manière extraordinaire, il aura toujours moins de chances d'y arriver que son voisin issu de classes favorisées. »

2024, retour à la case départ. Avec une nuance de taille. Le RN a depuis 2017 plus que triplé son nombre d'électeurs. La vague monte. Les responsables politiques ont de l'eau jusqu'à la taille et se demandent d'où vient cette sensation d'humidité.

@DinahCohen
@mdeprieck
@Nina_Jacks
@Chr_Ollivier

Des lepénistes encore désemparés après la défaite

Quand c'est flou… y aurait-il un loup nommé Stérin ? Fin juillet, *L'Humanité* révèle le plan interne du milliardaire Pierre-Edouard Stérin pour porter le RN et ses propres idées conservatrices au pouvoir. Des cadres lepénistes, encore groggy du revers essuyé lors des législatives, s'interrogent sur son influence réelle au sein du parti. Pourquoi Jordan Bardella a-t-il entretenu un tel flou, notamment sur les retraites ? Les positions libérales de l'homme d'affaires et de son bras droit, François Durvye, ont-elles eu un impact sur la ligne ? De cet entre-deux-tours ressort plus largement une impression de flottement qui a déstabilisé nombre de marinistes.

« C'est la taqîya des réactionnaires, tonne un poids lourd du parti. Ils arrivent tout beaux, tout cravatés, font croire qu'ils sont avec vous, puis vous trahissent. Ils veulent raser gratis. Faire du Reagan, du Thatcher. » Une défiance renforcée en interne par les critiques acerbes du milliardaire sur les compétences de la « patronne » qui ont fuité dans la presse. Quant à François Durvye, s'il l'entraînait déjà pour son débat télévisé de 2022, le financier s'est rapproché depuis un an de Jordan Bardella. Lui tient à distinguer son rôle de conseiller de son travail avec Pierre-Edouard Stérin. Prenons les retraites. Le leader du RN a commencé par temporiser, renvoyant l'abrogation de la réforme Macron à un « second temps ». Défendant la position originelle sur Sud Radio, le député Jean-Philippe Tanguy s'est fait sermonner à sa sortie du studio par le tandem Bardella-Le Pen.

« Ajustements ». François Durvye veut mettre fin aux « caricatures » : « Je suis à la fois libéral et favorable à la réforme du RN. » S'il assure n'avoir pas eu d'influence sur ce sujet, le polytechnicien précise que « la position réaliste de Jordan [lui] paraissait la bonne », et ne cache pas son opposition à d'autres mesures, comme celle de taxer les superprofits.

Dans *L'Obs* jeudi, Marine Le Pen prend de la distance avec Pierre-Edouard Stérin, lequel dit exercer une « influence réelle » sur elle dans son document divulgué. « Ce n'est pas le premier chef d'entreprise à vouloir faire de la politique. Et par expérience, je me tiens éloignée de ce type de projet. » Lui-même précise souvent que ses intentions visent à réunir les droites ne se résument pas au RN. « Cela me semble une grossière opération de communication », tance Jean-Philippe Tanguy, qui a rédigé le programme économique du parti – jamais dévoilé – avec François Durvye.

Ce dernier se dit justement « admiratif du fait que la campagne a sorti un programme en 48 heures ». Et n'hésite pas à critiquer la campagne du RN : « Le seul luxe de mon petit rôle dans cet écosystème est la liberté. » Malgré l'échec, le conseiller espère que les multiples rencontres de Marine Le Pen avec le monde des affaires, « accélérées » par les législatives, seront fructueuses. « Il serait dommage d'avoir rencontré autant de gens d'une telle qualité et de ne pas se préoccuper d'ajustements vertueux pour améliorer le programme », pointe-t-il, notamment sur des questions de logement ou de taux d'activité. Au-delà du duo Stérin-Durvye, de nombreux cadres se soulèvent contre le thème le plus controversé de la campagne : celui d'interdire aux binationaux l'accès à des emplois stratégiques. « On s'est empêtrés dans cette mesure qui n'a aucun intérêt, il faut la supprimer », martèle le vice-président du RN Louis Aliot. Le cadre Renaud Labaye, propose de la réécrire, voire de la retirer. Déstabilisé par sa rediabolisation à vitesse accélérée, un député se lamente : « Le coup des binationaux me coûte ma réélection au premier tour. »

Le tout dans une campagne subie. Alors que les lepénistes observaient la litanie de controverses alimentées par les sorties racistes, antisémites et homophobes de candidats RN, ils sont nombreux à avoir eu la sensation de perdre la main. Sans axe fort ou récit à opposer. « C'est peut-être là où on a péché. On réfléchissait à 2027 et en 24 heures on nous a demandé un solide programme de cohabitation », avance Grégoire de Fournas, qui n'a pas été réélu en Gironde. « Je combattais avec des ombres », soupire un cadre. Dans une interview à *Valeurs Actuelles* fin juillet, Marine Le Pen s'est contenté d'évacuer le sujet, considérant que « la campagne n'a en réalité jamais débuté » et qu'ils n'ont « pas pu parler de programme ». **N.J.**


DR

Des cadres du RN s'interrogent sur l'influence de **Pierre-Edouard Stérin** au sein de leur parti.

Sur les terres de l'extrême droite, une gauche en quête de sursaut

L'aiguille est restée figée : il est « minuit moins une » face au RN. A gauche, certains sont passés du mauvais côté du cadran dès le premier tour des législatives. Ainsi du leader du PCF Fabien Roussel, chassé de son fief nordiste par un jeune lepéniste. Une semaine plus tard, en Seine-Maritime, c'est une autre figure communiste qui est emportée par cette vague « bleu Marine », Sébastien Jumel, pourtant maire de Dieppe près de dix ans. Le barrage républicain prend l'eau. Cette fois-ci, 193 députés du NFP ont sauvé leur peau. Mais qu'en sera-t-il en cas de nouvelle dissolution dans un an ? Sur le front de la Somme, François Ruffin, réélu de justesse grâce à un désistement d'entre-deux-tours, s'estime « en sursis ». Pour l'« insoumis insoumis », qui a rompu avec Jean-Luc Mélenchon, toute forme de soulagement apparaîtrait déplacée. Sa Picardie a élu treize députés RN sur dix-sept. Dans le Pas-de-Calais voisin, c'est dix sur douze.

« Terra Nova ». Dans ces bastions éborgnés par les délocalisations successives, les ouvriers avaient déjà plébiscité Jordan Bardella à plus de 50% aux européennes. Or, « perdre les ouvriers pour la gauche : ce n'est pas seulement perdre des voix, c'est aussi perdre son âme », alertait François Ruffin dans un entretien au *Monde*, le 10 juillet. Que faire, dès lors, pour renouer avec ces classes populaires ? Y a-t-il seulement une volonté de s'adresser aux « fâchés mais pas fachos » ? Ou bien faut-il, comme Jean-Luc Mélenchon, assumer de se tourner vers la « nouvelle France » des cités populaires ? « Depuis deux ans, LFI, c'est la stratégie Terra Nova avec le ton du Nouveau Parti anticapitaliste », déplore François Ruffin.

Plutôt que de lancer la reconquête des territoires périurbains et ruraux, la gauche se replie sur ses bases de la ceinture rouge comme à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, où s'est tenu le seul meeting commun du NFP. Ici, le slogan « la police tue » ne choque personne, le drapeau palestinien est une toile de fond, le « bruit et la fureur » marche à tous les coups. Ailleurs, dans les contrées rurales, nombre de sortants LFI n'ont pas résisté à la montée du RN comme l'ex-vice présidente de l'Assemblée, Caroline Fiat, en Meurthe-et-Moselle. Pourtant, ce discours sur « la France des bourgs » et celle « des tours » ne convainc pas les insoumis. Pour l'ex-député de l'Hérault Sébastien Rome, auteur d'une « Missive depuis le midi rouge devenu brun », François Ruffin fait fausse route en reprenant les thèses de Christophe Guilluy sur la « France périphérique ». Il installerait des « concurrences victimaires », « l'abandon des campagnes étant le miroir de "l'entretien" des assistés » des banlieues. A gauche, la controverse s'enclenche, loin des lieux communs misérabilistes sur les électeurs du RN. **Antoine Oberdorff**

@A_Oberdorff

Infrapolitique L'«effet» Thomas Jolly

La chronique de Raphaël LLorca

Dans *Le Voyage en France* (Gallimard, 2001), le regretté Benoît Duteurtre raconte les désillusions esthétiques de David, un Américain épris de culture française qui, croyant visiter le « pays des peintres et des poètes », celui de Claude Monet et des impressionnistes, fait l'expérience des zones industrielles, des supermarchés et des fast-foods. « Ici, c'est l'Amérique du pauvre », soupire un ami rencontré sur place, qui trouve que son propre pays est devenu « provincial, enfermé dans ses souvenirs et frétillant devant n'importe quel signe de modernité ». Devant l'évidence d'un monde qui a disparu depuis longtemps, David en vient à penser que si Paris était bel et bien la capitale du XIXe siècle, le centre névralgique du monde se situe désormais de l'autre côté de l'Atlantique.

A présent, imaginons que David, une vingtaine d'années plus tard, décide de revenir dans la capitale à l'occasion des Jeux olympiques. Ophélie, la poétesse mythomane qui lui avait fait découvrir Saint-Germain-des-Prés lors de son premier séjour, est peut-être devenue une figure qui compte dans le monde artistique : elle lui aura obtenu des places en bord de Seine, pour assister à la cérémonie d'ouverture. Qu'en aurait pensé David ? A l'issue de l'incroyable démonstration artistique, aurait-il pu continuer de soutenir que le Français « piétine sous les ombres de son passé, tout en cherchant ses modèles dans un nouveau style mondial, très banal, qui se répand comme un champignon sur les ruines » ?

Pas de déclin. Vendredi 26 juillet, le show de près de quatre heures concocté par le metteur en scène Thomas Jolly a peut-être mis un terme à l'un des « récits maîtres » – pour reprendre une expression d'Yves Citton – les plus installés de ces dernières années : celui d'une culture française en inéluctable déclin, cédant aux sirènes d'une américanisation

> *« Les 300 000 spectateurs et, plus encore, le milliard de téléspectateurs des quatre coins de la planète ont assisté à une réaffirmation, par l'art, de la puissance intacte de « l'esprit français », avec tout ce qu'il charrie d'audace, de créativité, de transgression, mais aussi d'imperfections »*

affadissante. Les 300 000 spectateurs et, plus encore, le milliard de téléspectateurs des quatre coins de la planète, ont assisté à l'exact contraire : une réaffirmation, par l'art, de la puissance intacte de « l'esprit français », avec tout ce qu'il charrie d'audace, de créativité, de transgression, mais aussi d'imperfections (la réalisation télévisuelle franchement défaillante), d'abnégation (la pluie torrentielle) ou de kitsch (fièrement revendiqué). Comme un symbole, le premier tableau a mis en scène la francisation d'une icône de la pop culture américaine : en hommage à la culture musicale du cabaret, Lady Gaga a interprété – en français, s'il vous plaît – « Mon truc en plumes » de Zizi Jeanmaire.

Autre effet spectaculaire, cette fois-ci du côté de notre imaginaire politique : la formidable réappropriation d'un récit national fédérateur. Toute cérémonie d'ouverture est un discours que l'on porte sur le pays, sur ce qui le tient, ce qui l'anime, l'émeut, le transcende – un acte esthético-politique devenu rare. Une enquête Ifop réalisée pour la Fondation Jean-Jaurès en 2022 montrait la perception d'un déficit abyssal de conteurs nationaux : à la question de savoir qui racontait le mieux la France aujourd'hui, c'était la réponse « personne » qui arrivait en tête d'une liste de dix émetteurs (artistes, politiques, écrivains, humoristes, etc.). C'est dire si le geste était attendu. Loin des crispations identitaires, ne cédant ni à la tentation de la glorification mythifiée comme lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin (2008), ni à la facilité des stéréotypes nationaux un brin passéistes, alignés les uns après les autres lors de la cérémonie d'ouverture de la coupe du monde de rugby (2023), la cérémonie d'ouverture de Paris 2024 a raconté une France « unie dans la diversité », comme l'ont expliqué plus tard les concepteurs.

Ce qui est puissant dans le discours proposé, c'est qu'il fait la démonstration visuelle que les différences culturelles, temporelles et géographiques peuvent se vivre autrement que comme des archipels en conflit les uns contre les autres. A l'écran, les pratiques de danse les plus éloignées formaient un tout follement bigarré, mais tirant dans la même direction – et ce, de la folklorique bourrée auvergnate au voguing, waacking, et autres breaking ; du classicisme à la Lully au modernisme électropop déjanté, du danseur étoile Guillaume Diop à la drag-queen Piche. La France est une

> *« Ce qui est puissant dans le discours proposé, c'est qu'il fait la démonstration visuelle que les différences culturelles, temporelles et géographiques peuvent se vivre autrement que comme des archipels en conflit les uns contre les autres »*

œuvre de composition : la preuve avec le duo improbable formé de la Garde républicaine et d'Aya Nakamura pour interpréter une chanson d'Aznavour, le tout devant l'Académie française. Plutôt que de s'opposer, voilà les Anciens et les Modernes réunis le temps d'une chanson.

Prudence. S'il faut nous réjouir qu'un tel événement ait eu lieu, dans une France qui a bien cru pendant quelques semaines qu'elle allait être gouvernée par l'extrême droite, reste à savoir quels peuvent être les effets politiques de long terme. Les exemples précédents nous incitent à la prudence. Lors des olympiades de Londres 2012, la cérémonie d'ouverture avait été unanimement saluée comme cristallisant l'esprit « so British », plein d'autodérision et d'ironie. Aux lendemains du Brexit, le réalisateur Danny Boyle, aux manettes de la cérémonie, considérait avec le recul qu'elle sonnait sans doute trop londonienne, accélérant le sentiment de fracture entre les « somewhere » et les « anywhere ».

Un premier sondage réalisé par Harris Interactive est cependant de nature à nous rassurer : il montre que 96 % des personnes interrogées se sont déclarées « satisfaites » de la cérémonie d'ouverture, et que 85 % la jugent même « réussie » – dont 44 % « très réussie », contre seulement 5 % qui la jugent « pas du tout réussie ». Dans une France souvent décrite comme polarisée, ces scores frappent par leur unanimisme : la proportion de Français qui jugent la cérémonie réussie est écrasante, quelles que soient les classes d'âge (87 % des 18-34 ans, 86 % des plus de 55 ans) et les classes sociales (85 % des CSP-, 85 % des CSP+). Totalement à rebours, donc, des critiques lancées par l'extrême droite et la droite conservatrice – une fois n'est pas coutume, les voilà réduites à la marginalité. Ce n'est pas la moindre dimension de ce qu'on pourrait dorénavant appeler l'« effet Jolly ». David peut rentrer aux States soulagé : la France qu'il aime n'a pas disparu.

@Raphael_llorca

Raphaël LLorca, communicant, essayiste, est co-directeur de l'Observatoire « Marques, imaginaires de consommation et Politique » à la Fondation Jean-Jaurès. Il est notamment l'auteur de Le roman national des marques – le nouvel imaginaire français *(Editions de l'Aube, 2023).*

Retrouvez **toutes nos chroniques** sur lopinion.fr

En plein Jeux olympiques, promoteurs et gestionnaires de patrimoine cherchent déjà à vendre les appartements des sportifs

Le village des athlètes, chère manne de futurs logements

Réversibilité

Le village des athlètes, construit sur une ancienne friche industrielle de Saint-Denis le long de l'autoroute, doit être le symbole du recyclage des structures olympiques. Des milliers de logements y seront disponibles. Encore faut-il qu'ils se vendent.

Sandra Mathorel

« ON A CRÉÉ au village olympique plus de 3 000 logements et des bureaux qui resteront. On a recousu le territoire et on l'a fait avec ce qui a été le plus grand chantier de création d'habitations et de bureaux d'Europe, en un temps record ! » Alors que la crise immobilière bat son plein, Emmanuel Macron ne s'est pas privé pour souligner, dans son allocution sur France 2 le 23 juillet, que les JO de Paris ont été un catalyseur de la transformation urbaine de la Seine Saint Denis, où se tiennent nombre d'épreuves.

Au cœur du catalogue des constructions sorties de terre pour l'événement et destinées à être réutilisées, il y a le village des athlètes, dans le quartier Pleyel, qui s'étend sur 52 hectares et trois communes (Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine et L'Ile-Saint-Denis). « Il laissera en héritage des milliers de logements, des bureaux, des commerces, qui ne seront plus décorrélés les uns des autres. Ce seront de vrais quartiers de vie, se réjouit Corentin Duprey, vice-président chargé des mobilités durables et du développement du territoire du département. Il faut y associer les passerelles piétonnes, les pistes cyclables, les deux nouvelles écoles, etc. Largement financée par l'Etat, cette transformation a été éclair. Nous l'aurions fait, mais cela aurait pris beaucoup plus de temps. »

Calendrier. En 2025, particuliers et bailleurs sociaux se partageront les 2 807 logements (répartis dans 19 bâtiments). Environ deux tiers sont destinés à l'achat, pour y vivre ou louer ; le reste sera proposé en logements sociaux (25 % à 40 % selon les communes). Dès le départ, la Solideo (Société de livraison des ouvrages olympiques) a exigé des promoteurs la « réversibilité » des structures du village, une première pour un projet urbanistique de cette ampleur. « Toutes les infrastructures mises en place en amont permettront un réaménagement plus facile afin de répondre aux nouveaux besoins des habitants du futur quartier : la conception des cloisons, le montage des "food center" qui faciliteront celui des futures cuisines, les arrivées d'eau qui pourront être réutilisables, etc. », explique la Solideo.

La crainte du gouvernement était d'hériter d'« éléphants blancs », ces réalisations d'envergure qui deviennent des boulets financiers, faute d'utilité une fois l'événement achevé. Suite

> *Si le calendrier est tenu, ils seront livrés en septembre 2025 et accueilleront plus de 6 000 nouveaux habitants*

aux JO d'Athènes (2004), de Pékin (2008) ou de Rio (2016), des stades, des piscines et même des quartiers dédiés aux athlètes ont été abandonnés et tombent désormais en ruine. Il fallait donc penser réutilisation dès le départ.

En novembre, la Solidéo reprendra la main sur le village olympique pour y faire les travaux de réversibilité. « Il y a deux athlètes par chambre, jusqu'à huit personnes par appartement et pas de cuisine, détaille Corentin Duprey. Il est donc indispensable de les retransformer pour en faire des logements familiaux. » Si le calendrier est tenu, ils seront livrés en septembre 2025 et accueilleront plus de 6 000 nouveaux habitants. Les promoteurs et conseillers en gestion de patrimoine n'ont toutefois pas attendu pour les commercialiser, avec un succès mitigé... Il faut dire que les appartements sont proposés à 7 700 euros en moyenne le mètre carré, là où les prix dans l'ancien ne dépassent pas 4 500.

Impossible pour l'instant d'appliquer le principe pollueur-payeur aux agriculteurs

L'éternel scandale de la pollution aux nitrates

Décourageant

Après la France, **c'est la Belgique qui est renvoyée devant la justice de l'Union européenne pour l'inaction face aux nitrates.**

Irène Inchauspé

« CES DERNIÈRES ANNÉES, la pollution des eaux souterraines et des eaux de surface s'est considérablement aggravée en région flamande et ces eaux figurent parmi les plus polluées de l'Union européenne », note la Commission européenne. Elle a saisi la Cour de Justice de l'UE (CJUE)contre la Belgique, au motif que cette région n'en fait pas assez pour lutter contre la pollution agricole aux nitrates. L'année dernière, le pays avait fait l'objet d'une procédure similaire, mais pour la Wallonie.

La pollution des eaux par les nitrates est liée en grande partie à l'excès de fertilisants azotés de synthèse utilisés par l'agriculture ainsi qu'à l'épandage du lisier provenant des élevages. L'excès d'azote ruisselle ensuite sur les terres agricoles vers les rivières. Une pollution « qui représente un risque pour l'homme et l'environnement », rappelle l'exécutif européen. La problématique est connue depuis des années, mais la région flamande « n'a toujours pas pris les mesures nécessaires », regrette-t-elle.

Elle n'est pas la seule. Après deux condamnations en 2013 et 2014, la France pourrait à nouveau être condamnée par la CJUE pour pollution aux nitrates. La Commission a en effet annoncé jeudi 25 juillet 2024 sa décision de la poursuivre pour non-respect de la concentration maximale de nitrates autorisée dans l'eau potable. « En France, sur une longue période, la concentration maximale de nitrates a été dépassée en ce qui concerne l'eau potable fournie à une partie de la population. Cent sept zones de distribution d'eau sont concernées dans sept régions, à savoir la Bourgogne-Franche-Comté, le Centre-Val de Loire, le Grand Est, les Hauts-de-France, l'Ile-de-France, l'Occitanie et les Pays de la Loire. »

Lobbying. L'exécutif européen avait donné du temps à la France pour se mettre en conformité avec le droit européen, puisque la mise en demeure, première étape de l'infraction, a été adressée en octobre 2020, suivie d'un avis motivé en février 2023. Dix-sept mois plus tard, il « considère que les efforts déployés jusqu'à présent par les autorités françaises sont insuffisants pour répondre pleinement aux griefs ». L'Autorité environnementale (organisme public) fait le même constat, en déplorant le manque d'articulation entre les plans de lutte contre la pollution aux nitrates et l'agriculture.

Le Plan eau du gouvernement vise pourtant à réduire les pollutions. Il est doté pour cela d'un fonds hydraulique dont le budget prévu est de 475 millions d'euros par an. Sur ce montant, 47 millions étaient censés rester à la charge des agriculteurs, dont 37 millions grâce à une redevance sur les pollutions diffuses (produits phytosanitaires).

La FNSEA a fait savoir fin 2023 son opposition à cette application du principe du « pollueur payeur ». Un lobbying efficace qui a fini par payer puisque finalement, les agriculteurs sont exemptés de cette redevance cette année. Tant pis pour les ménages devront, eux, acheter de l'eau en bouteille et supporter les coûts de traitement de dépollution.

@iinchauspe

Une étude soutenue par Sam Altman, le patron d'OpenAI, révèle des résultats mitigés d'une large expérimentation américaine

Etats-Unis: le bilan décevant d'un revenu universel

Emancipation

Mille Américains de l'Illinois et du Texas **ont reçu 1 000 euros par mois** pendant trois ans sans condition.

Marc Vignaud

C'EST UNE ÉTUDE qui permet de mieux cerner les conséquences d'un « revenu universel ». Le très sérieux National Bureau of Economic Research (NBER) a évalué une expérimentation menée aux Etats-Unis dans laquelle 1 000 Américains aux revenus modestes ont été tirés au sort pour recevoir 1 000 dollars par mois pendant trois ans, non imposables. Soit une hausse de leur revenu annuel moyen de 2 500 dollars par mois de 40 %. Pour être éligibles, les participants ne devaient pas gagner plus de trois fois le seuil de pauvreté fédéral. Un second groupe de contrôle de 2 000 personnes a aussi été constitué, mais ses membres n'ont reçu que 50 dollars.

Les puristes répliqueront qu'un véritable revenu universel ne serait pas conditionné aux revenus, ni limité dans le temps. L'expérience n'en constitue pas moins l'évaluation randomisée (comme les travaux menés par la prix Nobel d'économie française Esther Duflo) la plus vaste menée aux Etats-Unis jusqu'à présent, avec un montant aussi élevé. Les participants ont accepté de répondre à des questions et ont rempli leur emploi du temps détaillé grâce à une application mobile pendant deux jours par de semaine mois tirés au sort et un week-end. De quoi assurer des informations plus riches que lors des expériences menées précédemment.

Les résultats de ce programme mené à partir de fin 2020 et financé par deux ONG, dont l'une créée par Sam Altman, à l'origine de ChatGPT, montrent que les participants, âgés de 20 à 40 ans, utilisent l'argent reçu pour augmenter le temps qu'ils consacrent aux loisirs, mais aussi aux déplacements (conduite, transports en commun) ou à gérer leurs finances.

Consommation. Les revenus issus du travail ont été réduits à hauteur de 1 500 dollars par an, soit de 4 % à 5 % de ce que les participants gagnaient avant d'entrer dans le programme. Le nombre d'heures travaillées a été réduit dans la même proportion de 1,3 à 1,4 heure par semaine. Une diminution qualifiée de « modeste », par les auteurs de l'étude. Ils soulignent toutefois que les conjoints des heureux élus ont aussi diminué leur « offre de travail », comme disent les économistes. Pour chaque dollar supplémentaire gagné grâce à leur chèque, le foyer a diminué de 21 centimes ses revenus du travail. Soit une diminution de 4,6% de ces revenus par rapport au groupe de contrôle.

En revanche, le temps passé à s'occuper des enfants, faire du sport, chercher un emploi ou pour du développement personnel n'a pas augmenté, contrairement à ce que les défenseurs du revenu universel auraient pu attendre. Les personnes n'en ont pas profité pour passer un nouveau diplôme. Il n'y a pas eu non plus de réduction des barrières à l'emploi. Le revenu supplémentaire part en consommation, ce qui montre que l'argent est jugé nécessaire pour faire face aux dépenses courantes.

Le programme a aussi eu un impact significatif sur le temps passé au chômage. La durée moyenne des personnes qui perdent leur emploi augmente de 1,1 mois par rapport au groupe de contrôle. Vers la fin du programme, la recherche d'emploi s'intensifie. En revanche, la qualité des emplois occupés n'a pas progressé, contrairement à ce à quoi on aurait pu s'attendre, même s'il reste possible que les efforts déployés commencent à être observables après la fin du programme.

Les participants ont enfin montré davantage d'intérêt pour l'entrepreneuriat que le groupe de contrôle, même si cela peine à se concrétiser par des projets réels. Ils se montrent aussi plus prêts à prendre des risques financiers. Deux éléments qui pourraient se traduire, à long terme, par une amélioration de leur situation financière. Les jeunes sont ceux qui réduisent le plus leur offre de travail, mais ils semblent en profiter pour se former davantage. Le groupe testé déclare également davantage de handicap. Une réalité que les auteurs tentent d'expliquer par un meilleur diagnostic de leur maladie dans un pays où la santé coûte extrêmement cher.

En fin de compte, concluent-ils, l'étude montre que les participants au programme valorisent le temps qu'ils accordent aux loisirs, dans un pays où l'on travaille beaucoup. Ce qu'ils ne voient pas forcément comme négatif, mais comme augmentant leur bien-être.

Très en vogue dans la Silicon Valley, le revenu universel a été soutenu par des figures telles que l'ex-patron de Twitter, Jack Dorsey, ou encore celui de Tesla, Elon Musk. Selon *USA Today*, une douzaine d'expérimentations ont été lancées aux Etats-Unis pour tester sa pertinence dans un monde ou certains pensent que le travail humain sera remplacé par les machines et l'intelligence artificielle. Certains Etat républicains s'opposent à ce genre de tests.

@mvignaud



SIPA PRESS

Le programme a été financé par deux ONG, dont l'une créée par **Sam Altman**, à l'origine de ChatGPT.

La hausse des taux de la banque centrale n'a pas empêché l'enrichissement boursier et immobilier des consommateurs

« L'effet de richesse » plus fort que la Fed américaine ?

Contrariant

La semaine qui s'ouvre est chargée en réunion de banquiers centraux. **Au Japon, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, la politique monétaire va être réévaluée avant la trêve estivale.**

Muriel Motte

LORS DE LEUR dernière réunion de juin, les responsables de la Fed américaine anticipaient une seule baisse des taux directeurs d'ici à la fin de l'année. Si les opérateurs de marché en espèrent toujours deux, ils ne croient pas à un geste dès mercredi 31 juillet, avant la pause estivale des banquiers centraux. Pour agir, Jerome Powell, le président de la banque de Washington, voudra sans doute s'assurer que de nouveaux signaux pointent vers un ralentissement des prix et de l'activité. Jusqu'à présent, le tour de vis inédit des taux – onze hausses successives des « Fed funds », la dernière datant de juillet 2023 – n'a pas congelé la croissance économique, qui a encore progressé de 2,8% en rythme annuel au deuxième trimestre. Quant à l'inflation, elle poursuit sa décrue à petits pas (+2,5% en juin), mais reste au-dessus de l'objectif de 2% de la Fed.

Si l'Amérique résiste au corset monétaire, c'est que la consommation – toujours essentielle aux Etats-Unis où elle a assuré 68% du produit intérieur brut (PIB) en 2022 –, n'a pas calé. Pour de multiples raisons. La première est sans doute que le niveau du chômage reste faible : à 3,8%, il évolue sous les 4% depuis maintenant trois ans. Le quasi plein-emploi est le moteur le plus efficace de la dépense !

Une deuxième bonne surprise est l'enrichissement des Américains grâce à la Bourse et à l'immobilier résidentiel. « L'enquête de l'Université du Michigan sur le moral des consommateurs montre qu'un taux record de 30% de la population possède des actions d'une valeur supérieure à 500 000 dollars et que 37% sont propriétaires d'une maison d'une valeur supérieure à 500 000 dollars. Il s'agit de niveaux complètement inédits », souligne John Plassard, économiste chez Mirabaud. Il y a encore dix ans, 15% seulement des Américains possédaient un portefeuille boursier d'une telle valeur, 12% étaient des propriétaires aussi bien lotis.

« Nantis ». L'élargissement de cette base de « nantis » nourrit un « effet de richesse » positif, ce qui a toujours alimenté la confiance et la consommation aux Etats-Unis. D'autant plus que « la faiblesse du chômage permet aux Américains de conserver leur patrimoine. Ils n'ont pas besoin d'en céder une partie pour vivre », poursuit l'expert de Mirabaud. Mais pourquoi la hausse des taux, censée calmer toute l'économie, n'a-t-elle pas cassé cet enrichissement ? « Un débat théorique est en train de monter au sein des banques centrales, qui constatent que la politique monétaire agit sur une part de plus en plus limitée du PIB, soulignait récemment l'économiste Christian Parisot dans l'Opinion. Des pans entiers de l'économie ne sont plus sensibles aux taux d'intérêt. »

C'est le cas de tout ce qui touche aux nouvelles technologies et à l'intelligence artificielle. Les entreprises qui ne veulent pas se laisser distancer sont prêtes à y investir à tout prix. La hausse des taux de la Fed n'a d'ailleurs pas douché l'enthousiasme qui entoure l'éditeur de cartes graphiques Nvidia. Ni celui du Nasdaq, dont les derniers records datent de ce mois-ci. Idem dans les domaines de la transition énergétique et écologique couverts par l'Inflation Reduction Act (IRA). Peu importent les taux et les coûts puisque ces investissements sont subventionnés par l'Etat ! Le déficit budgétaire en porte les traces, mais ce n'est plus directement l'affaire des banques centrales. Quant au marché immobilier, « les Américains se sont pour la plupart endettés à taux fixe il y a quelques années. Ils profitent encore de leur bas niveau du moment », constate John Plassard.

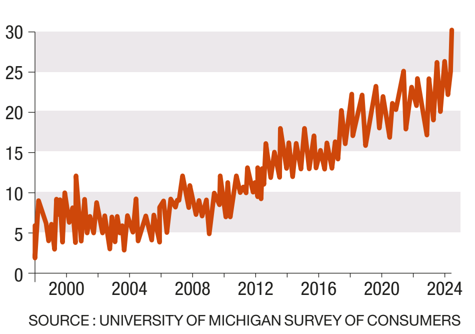
« Un débat théorique est en train de monter au sein des banques centrales, qui constatent que la politique monétaire agit sur une part de plus en plus limitée du PIB »

Les bonnes choses ont évidemment une fin. A force d'acheter, le solde moyen par emprunteur américain sur sa carte de crédit dépasse 6 000 dollars, un montant en hausse de près d'un quart en deux ans, précise l'économiste de Mirabaud. Et les taux d'intérêt de ces cartes ont flambé, à environ 22% cette année. Avec pour corollaire une hausse du taux d'impayés, qui a dépassé 3% au premier trimestre, son niveau le plus élevé depuis 2011. Les signes de ralentissement se multiplient aussi sur le marché de l'emploi, ce qui annonce une baisse de régime de l'économie. De quoi justifier un premier geste d'assouplissement de la politique monétaire à la rentrée. D'ores et déjà, l'ancien président de la Fed de New York, William Dudley, estime que la Fed risque de commettre une erreur en maintenant ses taux trop élevés pendant trop longtemps. Il a même appelé à une baisse dès la réunion qui se déroule les 30 et 31 juillet.

@murielmotte

Part de la population américaine possèdant un portefeuille boursier de plus de 500 000 dollars

En % des répondants



SOURCE : UNIVERSITY OF MICHIGAN SURVEY OF CONSUMERS

Identités So French et tellement d'aujourd'hui

La chronique de Hakim El Karoui



La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques a été une réussite mémorable : sa profusion, sa beauté, son originalité ont ébloui les téléspectateurs qui ont eu la chance de la voir (22 millions de personnes en France, un tiers de la population !). Elle n'a pas manqué pourtant de susciter des réactions venues sans surprise de l'extrême droite qui sont pourtant toutes tombées à l'eau (de la Seine !). Essayons de comprendre pourquoi…

Le sujet est intéressant car il éclaire en négatif la façon dont le débat politique est aujourd'hui polarisé et organisé par la droite de la droite : on prend un bout de sujets, une phrase découpée, en général sortie de son contexte. Ou alors on s'acharne toujours sur les mêmes personnes ou les mêmes sujets et on en conclut que c'est bien la preuve de la décadence de la civilisation et/ou de la France.

Réussite. Dans le cas présent, la représentation possible d'une Cène transgressive, le défilé de mode un peu loufoque, Aya Nakamura sortant de l'Institut et la scène à trois dans les locaux de la Bibliothèque nationale ont choqué, Alain Finkielkraut par exemple, qui y a vu le stade suprême du wokisme, de la bien-pensance faussement rebelle et la preuve donc que tout fout le camp puisque la France éternelle n'a pas été célébrée. Et de s'en prendre à Patrick Boucheron coupable dans son *Histoire mondiale de la France* ne n'avoir pas magnifié comme son titre l'y invitait les grandes heures de l'histoire de France.

De fait, le défilé imaginé par Thomas Jolly ne ressemblait pas aux livres d'histoire de la IIIe République qui égrenaient les uns après les autres les faits saillants des derniers siècles en vantant les grands hommes (rarement les femmes) qui les avaient marqués. Et il a joué avec quelques figures détestées par l'extrême droite pour mettre en valeur l'unité dans la diversité (syntagme qui apparaît dans le film de la cérémonie), la diversité étant genrée (les dix « grandes femmes » de l'histoire de France, certaines très connues d'autres beaucoup moins), ethnique (Aya Nakamura chanteuse franco-malienne) ou sexuelle (les drag-queens de la possible Cène qui est en fait un hommage à Dyonisos).

Mais, ce que ne voit pas l'extrême droite, c'est que cette diversité accompagne la célébration de l'unité et de l'histoire à travers ce qui semble leur avoir échappé : Paris et son cortège de Lumières, si magnifiquement mis en scène par la remontée du fleuve qui est aussi un voyage dans le temps avec des éclairages, des personnages, des mouvements qui ont probablement permis aux Parisiens et aux Français de redécouvrir la ville-capitale, si belle malgré l'orage et si forte de toute l'histoire et des valeurs de la France.

« Le héros de la fête, ce n'était pas le wokisme, c'était la force de l'histoire qui permet aux individus de s'affirmer, par la continuité et la différence »

La réussite de la cérémonie, c'est précisément qu'elle a fait de l'histoire, la grande histoire, la toile de fond, le rideau de scène et le décor à la fois devant lequel les passions contemporaines, la volonté des individus, les spécificités de quelques-uns peuvent prendre place. Les images aériennes nous ont montré une ville pensée par des urbanistes de génie, des architectes formidablement doués, des peintres d'un talent exceptionnel : c'est cela qui restera dans les mémoires, beaucoup plus que telle ou telle petite transgression.

Le héros de la fête, ce n'était pas le wokisme, c'était la force de l'histoire qui permet aux individus de s'affirmer, par la continuité et la différence. Belle définition de la République non ?

@helkaroui

Washington et Tokyo réorganisent leur défense commune. L'objectif est de répondre « au plus grand défi stratégique dans la région indo-pacifique et au-delà »

Les Etats-Unis et le Japon se serrent les coudes face à la Chine

Muraille

Alors que les ministres des Affaires étrangères et de la Défense américains et japonais ont lancé des attaques verbales cinglantes contre la Chine et la Russie, critiquant la « coopération militaire stratégique croissante et provocatrice » de Moscou avec Pékin, le communiqué du Quad, lundi, était plus prudent et n'a nommé ni la Chine ni la Russie. **Une prudence qui s'explique par le refus indien de toute critique à l'égard de Moscou quelques jours après la rencontre Poutine-Modi.**

Claude Leblanc

APRÈS AVOIR RENCONTRÉ à Vientiane, au Laos, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken s'est rendu à Tokyo pour mener, en compagnie du ministre de la Défense Lloyd Austin, les entretiens « deux plus deux » avec leurs homologues japonais respectifs Yoko Kamikawa et Minoru Kihara. Au cours de leurs discussions, ils ont dévoilé leur réforme « la plus importante » en matière de défense. Elle consiste, entre autres, à réorganiser sa structure de commandement militaire au Japon et renforcer la production d'armes américaines dans l'archipel.

L'objectif est de répondre « au plus grand défi stratégique dans la région indo-pacifique et au-delà » que représente la Chine. A leurs yeux, Pékin veut « remodeler l'ordre international à son profit et aux dépens des autres ». Ils ont également critiqué ses actions maritimes « menaçantes et provocatrices ». « La République populaire de Chine exerce une coercition politique, économique et militaire sur les pays, les entreprises et la société civile, et facilite sa modernisation militaire en détournant des technologies pour atteindre ces objectifs », ont-ils ajouté.

A l'issue de cette rencontre, Japonais et Américains se sont engagés à renforcer leur présence conjointe dans les îles japonaises Nansei, dont la plus occidentale se trouve à seulement 110 kilomètres des côtes taïwanaises. Cette décision illustre l'évolution de la pensée stratégique américaine dans la région, mise en œuvre sous l'administration Biden. Celle-ci consiste à créer des mini-blocs susceptibles de répondre plus rapidement aux menaces concrètes et ciblées.

En ce sens, le Japon, le principal partenaire des Etats-Unis dans cette partie du monde, est parfaitement adapté à cette transformation en raison notamment de la présence déjà importante de bases américaines sur son territoire et de sa proximité avec les principaux points chauds, à savoir Taïwan et la mer de Chine méridionale. Les Japonais sont en phase avec l'approche américaine comme le montre le récent accord militaire conclu entre Tokyo et Manille qui prévoit notamment des manœuvres communes et un accès réciproque à leurs bases.

Architecture. Au cours des dernières années, Washington a multiplié les accords bilatéraux ou multilatéraux limités en nombre avec ses principaux partenaires de l'Indo-Pacifique afin de créer un réseau flexible pour créer un cordon sanitaire face à la Chine et ses ambitions. Dimanche, les ministres de la Défense américain et japonais ont d'ailleurs rencontré leur homologue sud-coréen Shin Won-sik à Tokyo, à l'occasion de la première visite d'un ministre sud-coréen de la Défense au Japon depuis quinze ans. Au terme de leurs discussions, ils ont signé un pacte de sécurité trilatéral visant à « institutionnaliser » les consultations politiques, le partage d'informations et les exercices conjoints, et à rendre leur partenariat « inébranlable, quelle que soit l'évolution de la situation internationale », a déclaré Minoru Kihara.

> *Japonais et Américains se sont engagés à renforcer leur présence conjointe dans les îles nippones Nansei, dont la plus occidentale se trouve à seulement 110 kilomètres des côtes taïwanaises*

Dans la même perspective, Yoko Kamikawa et Antony Blinken ont reçu, lundi, dans la capitale japonaise leurs homologues australien et indien pour une réunion du Quad, dialogue informel sur la sécurité entre l'Australie, les Etats-Unis, le Japon et l'Inde. « Nous sommes profondément inquiets de la situation en mer de Chine méridionale et réitérons notre ferme opposition à toute action unilatérale visant à modifier le statu quo par la force ou la coercition », ont-ils déclaré dans un communiqué conjoint.

Dans cette architecture sécuritaire, Tokyo occupe une place centrale comme le montre la réorganisation du commandement militaire américain au Japon qui va se traduire par la création d'un nouveau « quartier général de la force conjointe » pour faciliter une plus grande interopérabilité avec les forces d'autodéfense japonaises. Tokyo doit aussi lancer un nouveau commandement interarmées pour superviser ses quelque 228 000 soldats d'ici à mars 2025. L'idée est de faire en sorte que les deux armées soient plus agiles en cas de conflit régional, la coordination étant assurée par le commandement Indo-Pacifique à Hawaï, qui se trouve à 6 500 kilomètres de distance et à 19 heures de décalage.

Cela passe également par un renforcement de la coopération industrielle sur le plan militaire alors que les Etats-Unis doivent répondre à une forte demande liée à la guerre en Ukraine et au conflit entre Israël et le Hamas. Tokyo et Washington entendent « répondre à la demande critique de systèmes de missiles avancés, satisfaire les exigences en matière d'approvisionnement et de préparation et dissuader les agressions », ont-ils indiqué dans le communiqué publié à l'issue de la rencontre « deux plus deux ».

@Japonline



SIPA PRESS

Le secrétaire américain à la Défense, **Lloyd Austin**, et le ministre japonais de la Défense, **Minoru Kihara**, à Tokyo, le 29 juillet.

La Première ministre italienne souhaite remettre sur de bons rails sa relation bilatérale avec l'Empire du milieu

Commerce : Giorgia Meloni en visite solo à Pékin

Rapprochement

La cheffe du gouvernement italien a rencontré le président chinois Xi Jinping lundi après-midi à Pékin.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

APRÈS VIKTOR ORBAN, au tour de Giorgia Meloni de se rendre à Pékin pour rencontrer le président chinois Xi Jinping. Et de même que le Premier ministre hongrois est isolé sur la scène européenne, son homologue italienne l'est également, dans une moindre mesure, du fait de son opposition à la réélection d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne, qu'elle n'a soutenue ni au Conseil européen, ni au Parlement via son groupe politique, les conservateurs et réformistes européens (ECR).

Comme Viktor Orban, Giorgia Meloni a loué Pékin comme un médiateur de paix. « Il y a une insécurité croissante au niveau international et je pense que la Chine est inévitablement un interlocuteur très important pour aborder toutes ces dynamiques », a-t-elle déclaré lundi en milieu de journée, au début de sa rencontre avec Xi Jinping. Contrairement au dirigeant hongrois toutefois, elle n'est pas allée rencontrer Vladimir Poutine à Moscou.

Bras de fer. La raison de sa visite était avant tout économique, avec pour objectif de remettre sur de bons rails les relations bilatérales entre les deux pays, depuis que Rome a quitté l'initiative des Nouvelles routes de la soie, fin 2023. Le commerce entre l'Italie et la Chine représente 67 milliards de dollars, avec une balance commerciale favorable à la seconde. Pour sa visite, Giorgia Meloni est venue accompagnée de dirigeants d'entreprises comme le fabricant de pneus Pirelli, le groupe énergétique ENI, le géant italien de la défense Leonardo, le groupe de luxe Dolce & Gabbana ou encore des producteurs de vins.

> *Lors de sa rencontre avec la présidente du Conseil italien, le Premier ministre chinois Li Qiang a averti que « le protectionnisme ne peut pas protéger la compétitivité »*

En mai, le groupe italo-franco-américain Stellantis, dont Fiat est la première marque, a annoncé une co-entreprise avec Leapmoto, une start-up chinoise de voitures électriques. Ils doivent commercialiser leurs premiers modèles en Europe en septembre prochain.

Dimanche, les deux pays ont signé un accord de collaboration industrielle pour trois ans, concernant notamment les véhicules électriques et les énergies renouvelables, deux secteurs « où la Chine opère déjà à la frontière technologique depuis quelque temps… et partage les nouvelles frontières de la connaissance avec des partenaires », a félicité Giorgia Meloni. Une déclaration non anodine, alors que la Commission européenne, sous le premier mandat d'Ursula von der Leyen, a entamé un bras de fer avec Pékin sur la question des véhicules électriques, décidant en juillet de droits de douane anti-subventions, allant jusqu'à 48%. Ils doivent être prolongés ou non en novembre. Cela s'inscrit dans le cadre d'une stratégie baptisée « dé-risking » par Ursula von der Leyen.

Lors de sa rencontre avec Giorgia Meloni dimanche, le Premier ministre chinois Li Qiang a averti que « le protectionnisme ne peut pas protéger la compétitivité ». « Il est espéré que l'Union européenne regardera le développement de la Chine objectivement… et approfondira le dialogue et la coopération », a-t-il déclaré, selon l'agence de presse chinoise Xinhua.

« C'est une des bonnes raisons pour lesquelles il était malin de la part d'Ursula von der Leyen de ne pas dépendre de Giorgia Meloni et de (la plupart) d'ECR pour construire sa majorité au Parlement européen », écrit sur le réseau social X Reinhard Bütikofer, eurodéputé vert allemand de 2009 à 2024. « Le prétendu détricotage de la stratégie de dé-risking mènerait à une impasse dangereuse permettant la désindustrialisation de l'Union européenne "fabriquée en Chine" », ajoute-t-il.

@JadeGrandin

Le chef d'Etat sortant a été déclaré vainqueur de la présidentielle. Mais personne n'y croit

Venezuela : Maduro plongé dans une crise d'illégitimité

Tenaille

La vice-présidente américaine Kamala Harris a appelé Caracas à respecter « la volonté du peuple vénézuélien », après l'élection présidentielle ce dimanche. Selon l'autorité électorale, le président sortant Nicolas Maduro a remporté le scrutin à 51%, alors que les sondages le donnaient perdant depuis des semaines.

Lola Ovarlez

L'ÉLECTION AU Venezuela de dimanche a débouché sur deux résultats. L'un officiel, confirmé par l'autorité électorale du pays, qui donne au président sortant Nicolas Maduro 51% des voix. L'autre, défendu par l'opposition, assure qu'il a perdu face au candidat Edmundo Gonzalez.

Or, il aurait bel et bien dû être défait selon les sondages indépendants. L'Edison Research prédisait une victoire de l'opposition avec 65%, contre à peine 35% pour lui, dès la fermeture des isoloirs - des chiffres proches de projections réalisées avant le scrutin. L'écart est si abyssal que les accusations de fraude se sont rapidement multipliées. Les Vénézuéliens et la communauté internationale appellent à dévoiler les chiffres officiels, bureau de vote par bureau de vote. Le piège se referme sur Nicolas Maduro. Le leader misait sur l'élection pour mettre fin à la crise de légitimité qui pèse sur son pouvoir depuis sa dernière victoire en 2018. « Ses calculs étaient mauvais et il est coincé. Il ne peut simplement pas publier les résultats complets, car il sait qu'ils le donnent perdant, et de loin », remarque Philip Gunson, spécialiste du Venezuela au Crisis Group. Mais s'il refuse de répondre aux demandes, il vivra six ans de mandat plus fragilisé que jamais.

« Coup dur ». Nicolas Maduro a survécu aux pressions en 2018, « mais il avait encore un minimum de soutien au sein de la population, en se plaçant en grand défenseur du peuple face aux sanctions américaines », estime Benedicte Bull, spécialiste du Venezuela à l'université d'Olso. Désormais, la population lui a tourné le dos, lassée par quinze ans de concentration des pouvoirs et de pauvreté grandissante. Quant à ses alliés dans le pays, ils reconnaissent que le président n'est plus l'héritier légitime de Chavez. Certains ont même commencé à prendre leurs distances ces dernières années.

Aujourd'hui, les Vénézuéliens attendent une main tendue. Décrédibilisé, Nicolas Maduro pourrait être poussé à négocier avec l'opposition. Il pourrait par exemple offrir certains ministères à des modérés, et intensifier ses mesures de libéralisation de l'économie, suggère Benedicte Bull. Mais « l'opposition n'acceptera rien tant qu'il n'y aura pas une volonté de proposer de vraies réformes politiques et économiques », juge Philip Gunson. Autrement dit, ce que revendiquait la chef de file Maria Corina Machado, avant d'être disqualifiée en janvier, lorsqu'elle appelait à « enterrer » le socialisme et à rétablir l'Etat de droit.

Pour mener ces négociations, l'opposition attend des pressions de la communauté internationale, mais ses leviers sont limités. Les Américains sont, pour l'instant, confrontés à l'échec de leur politique de sanctions. Durcies ou levées, elles n'ont mené à aucun changement au sein du régime, qui, au contraire, s'est rapproché d'autres pays comme la Russie, l'Iran ou Cuba. Ces derniers sont d'ailleurs les seuls à avoir félicité le président pour sa « victoire ».

Deux acteurs, en revanche, pourraient avoir une influence. Le Brésil et la Colombie n'ont pas reconnu l'élection, appelant, eux aussi, à voir les résultats officiels. « C'est un grand coup dur, car ils sont des voisins de gauche amicaux. Leur opinion compte beaucoup pour Maduro », estime Philip Gunson. Le président brésilien Lula, surtout, s'est érigé en meneur de la gauche latino-américaine. Mais sa tolérance jusqu'ici avec le Vénézuélien n'a fait qu'enrayer son projet de coopération régionale. L'élection de dimanche sera-t-elle la goutte de trop ?

@lolaovarlez

THE WALL STREET JOURNAL. & l'Opinion

Elon Musk, Joe Biden et le Parti démocrate : histoire d'une rupture

Le soutien d'Elon Musk à Donald Trump peut en partie s'expliquer par un camouflet infligé par Joe Biden. Début 2021, comme promis durant la campagne, l'administration Biden a commencé à mettre en œuvre ses plans d'électrification du parc automobile américain.

A l'époque, près des deux tiers des véhicules électriques en circulation étaient des Tesla. Mais Tesla est aussi le seul grand constructeur américain à ne pas avoir de salariés syndiqués, et certaines de ses pratiques en matière d'emploi avaient attiré l'attention des autorités fédérales.

Les responsables de Tesla ont contacté la Maison Blanche à plusieurs reprises après l'entrée en fonction de Joe Biden, dans l'espoir de rapprocher Elon Musk et le président. Mais le dirigeant de Tesla, qui a affirmé dans un entretien télévisé avoir voté pour Biden, et avoir voté uniquement pour les démocrates jusqu'à il y a quelques années, a reçu à plusieurs reprises un accueil glacial.

La raison : l'administration ne voulait pas se mettre à dos le puissant syndicat United Auto Workers (UAW), qui faisait pression pour que Washington garde ses distances avec lui.

En août 2021, Joe Biden a organisé un événement, avec en point d'orgue la signature d'un décret fixant un objectif d'électrification de 50% des véhicules neufs vendus à l'horizon 2030.

Mais peu de temps avant, la Maison Blanche a contacté Tesla pour s'excuser : Elon Musk n'était pas invité.

A la place, Joe Biden a accueilli des dirigeants de trois autres constructeurs, General Motors, Ford et Stellantis, propriétaire de Chrysler, tous largement derrière Tesla en termes de production de voitures électriques, mais qui emploient des milliers de membres de l'UAW.

« Nous avons exposé très clairement la situation aux autorités, explique un ancien dirigeant du syndicat. Nous n'avons pas eu besoin de poser un ultimatum. Nous avons été compris. »

La situation n'a fait qu'empirer par la suite.

« Detroit a pris la tête de la course mondiale à la voiture électrique », a affirmé Joe Biden en novembre 2021, lors d'une manifestation pour promouvoir un projet de loi sur les infrastructures. Il s'est ensuite tourné vers Mary Barra, directrice générale de GM : « Vous avez électrifié toute l'industrie automobile, et je pèse mes mots. Vous êtes en tête, voilà ce qui importe. »

Les dirigeants de Tesla, y compris Elon Musk, ont été scandalisés. Au quatrième trimestre 2021, Tesla avait en effet livré plus de 115 000 véhicules électriques aux Etats-Unis, contre 26 seulement pour GM.

Elon Musk et ses représentants n'ont pas répondu à nos demandes de commentaires.



SIPA PRESS

En août 2021, Joe Biden a signé un décret visant à stimuler considérablement les ventes de véhicules électriques d'ici à 2030.

« Personne n'aime quand on l'attaque »

La rupture d'Elon Musk avec le Parti démocrate a des conséquences significatives, l'homme le plus riche du monde soutenant désormais Donald Trump.

Au début du mois, *The Wall Street Journal* a montré qu'il envisageait de verser près de 45 millions de dollars par mois à America PAC, un comité d'action politique pro-Trump qu'il a fondé avec d'autres responsables de premier plan.

Il a expliqué par la suite qu'il avait effectivement formé le comité, mais que sa contribution était nettement inférieure.

Son évolution politique s'est en partie révélée sur Twitter, rebaptisé X depuis son rachat, où il dénonce ce qu'il appelle le « virus du wokisme » et critique un certain nombre de politiques de Joe Biden, de l'immigration à l'économie.

Ses proches indiquent qu'avec l'explosion de sa fortune, il est devenu la cible de critiques, principalement de la gauche, ce qui l'a encore éloigné du parti démocrate.

Sur X, il s'est souvent opposé à la sénatrice démocrate Elizabeth Warren et à Bernie Sanders sur des questions telles que la taxation des milliardaires ou la réglementation des grandes entreprises de la tech.

« Personne n'aime quand on l'attaque, commente Bradley Tusk, spécialiste du capital-risque qui a dirigé la campagne de Michael Bloomberg pour la mairie de New York. Quand on se fait attaquer constamment par des démocrates, on finit par les envoyer balader. Il est humain, et à force d'être pris pour cible à des fins politiciennes, il réagit, c'est normal. »

Les équipes de Joe Biden ont un temps tenté de renouer des liens avec l'entrepreneur.

En 2022, après un autre événement qui a vu Joe Biden féliciter GM et Ford pour leurs progrès dans le domaine de la voiture électrique, un internaute a signalé sur Twitter l'oubli de Tesla.

« Biden est une chiffe molle déguisée en humain » a alors répondu Elon Musk.

Ces critiques ont attiré l'attention des proches du président.

Brian Deese, alors conseiller principal de Joe Biden, a appelé Rohan Patel, vice-président de Tesla chargé des politiques publiques et du développement commercial, pour lui dire que ce tweet était agressif et non productif. Il a demandé à parler à Elon Musk à ce sujet.

> *Elon Musk a fini par se sentir non seulement snobé par la Maison Blanche, mais aussi persécuté par elle*

Lors d'une conférence téléphonique avec Brian Deese et Ron Klain, chef de cabinet de Joe Biden, l'entrepreneur a expliqué que le président n'avait pas dit la vérité sur les véhicules électriques et n'avait pas suffisamment reconnu le rôle moteur de Tesla sur ce marché. Après l'avoir écouté, les deux hommes ont dit qu'ils transmettraient le message à Joe Biden.

Certains députés, notamment Ro Khanna, dont la circonscription couvre une bonne partie de la Silicon Valley, ont tenté de ramener Elon Musk dans le giron démocrate, selon des sources proches du dossier.

« Je lui ai montré que c'était grâce aux politiques d'Obama que Tesla avait pu décoller, que les pourparlers entre SpaceX et Ash Carter [ancien secrétaire à la Défense] avaient pu avoir lieu. Il a souvent fait preuve de respect et d'admiration pour Barack Obama », a expliqué Ro Khanna dans un entretien.

Elon Musk s'aventure en politique

Elon Musk a fini par se sentir non seulement snobé par la Maison Blanche, mais aussi persécuté par elle.

Depuis l'élection de Joe Biden, la Federal Trade Commission (FTC), le gendarme américain du commerce, a examiné si Twitter avait ou non respecté un jugement lorsqu'Elon Musk a autorisé des journalistes à consulter des dossiers de l'entreprise, le département de la Justice a poursuivi SpaceX au motif de pratiques d'embauche discriminatoires, et la Federal Communications Commission (FCC), le gendarme américain des communications, a refusé à Starlink près de 900 millions de dollars de subventions pour le haut débit en zone rurale. Pour Elon Musk, toutes ces mesures avaient un but politique. Les années précédentes, plusieurs mesures avaient également été prises contre Musk et ses entreprises.

Un porte-parole de la FTC a expliqué que les enquêtes de la commission n'avaient pas de but politique, tandis qu'un représentant de la FCC a affirmé que les décisions étaient fondées sur les faits, et non sur la politique.

Un représentant du département de la Justice n'a pas souhaité commenter l'affaire. Selon des sources internes, la procédure contre SpaceX s'appuie sur une enquête lancée en mai 2020, lorsque Donald Trump était président. Dans un courrier envoyé au représentant républicain Jim Jordan, un avocat du département a affirmé que la procédure n'avait aucun lien avec le rachat de Twitter en octobre 2022.

Une porte-parole de la Maison Blanche a nié toute ingérence présidentielle dans ces mesures réglementaires.

Pour les critiques, l'attention portée à Elon Musk s'explique par le poids de ses entreprises et leur influence sur l'économie. Ils affirment aussi que Musk attire souvent lui-même cette attention, avec ses tweets provocateurs et ses remarques visant les pouvoirs publics et les organismes de réglementation.

Mais malgré ses déboires avec le gouvernement, il s'est très nettement enrichi pendant le mandat de Joe Biden. En effet, Forbes estimait sa fortune nette à 184 milliards de dollars le jour de la prestation de serment du président. Aujourd'hui, elle atteint 234 milliards, faisant de Musk l'homme le plus riche du monde.

Outre X, Tesla et SpaceX, Elon Musk dirige trois entreprises : The Boring Company, une entreprise de creusement de tunnels, Neuralink, une start-up dans le domaine des implants cérébraux, et xAI, une société d'intelligence artificielle.

Tesla a profité de la loi sur la réduction de l'inflation promulguée par l'administration Biden, qui subventionne à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars les investissements dans les projets d'énergies renouvelables.

SpaceX a remporté plusieurs grandes victoires depuis l'arrivée de Joe Biden, signant près de quatre milliards de dollars de contrats avec la Nasa pour mettre au point un module d'atterrissage destiné à transporter des astronautes sur la Lune, et travaillant auprès de la Federal Aviation Administration (FAA), le gendarme américain de l'aéronautique, pour obtenir le triplement du nombre de lancements autorisés entre 2021 et 2023.

Elon Musk a également eu des échanges très positifs avec des représentants du Parti démocrate, comme en septembre 2023, lors d'une réunion sur l'intelligence artificielle organisée par Chuck Schumer, chef de la majorité démocrate au Sénat.

Il y a tout juste cinq ans, il semblait relativement éloigné de la politique. Kevin McCarthy, l'ancien président républicain de la Chambre, était l'un de ses quelques alliés proches, du fait de leur obsession commune pour la conquête spatiale. Mais ces dernières années, il s'est rapproché de plusieurs représentants républicains, notamment Jim Jordan et Ken Calvert, selon des sources proches du dossier. Lorsqu'il était à la tête de la commission judiciaire de la Chambre, Jim Jordan a lancé une enquête sur le traitement d'Elon Musk par différents organes de réglementation.

Lorsqu'il se rend au Capitole, Elon Musk rencontre régulièrement Mike Johnson, l'actuel président républicain de la Chambre. Ce dernier, soutenu par d'autres membres du parti, l'a invité cette année au discours sur l'état de l'Union. Elon Musk a décliné l'invitation.

Elon Musk et Donald Trump

Dans un podcast récemment publié, Elon Musk a affirmé que le nouveau comité d'action politique n'était pas censé être un organisme hyperpartisan. Si le Parti républicain n'est pas parfait, il correspond davantage à ses opinions sur la méritocratie et les libertés individuelles, a-t-il ajouté. Dans ses récentes déclarations fédérales sur le financement de la campagne, America PAC montre qu'il organise du démarchage et des activités de terrain en soutien à Donald Trump.

Les relations entre Elon Musk et Donald Trump sont également complexes.

Elon Musk était ainsi très critique à l'égard de Trump lorsqu'il était président. Il affirmait souvent que le pays était devenu une « gérontocratie », autrement dit un pays dirigé par des personnes âgées.

Donald Trump, quant à lui, a écrit en 2022 sur son réseau social Truth Social qu'Elon Musk avait tenté de faire pression sur lui pendant son mandat, pour le compte de ses sociétés. « J'aurais pu dire "demande-le-moi à genoux", et il l'aurait fait », a écrit l'ancien président.

Le rapprochement d'Elon Musk avec Trump a été encouragé par certains de ses grands associés, notamment David Sacks, qui avait travaillé avec lui chez PayPal bien des années auparavant, et Joe Lonsdale, cofondateur de Palantir Technologies. Tous deux l'incitent à s'impliquer davantage dans la campagne. Joe Lonsdale contribue au comité d'action politique.

Pour ses proches, l'évolution des opinions d'Elon Musk a un rapport avec son rachat de X. Après avoir assoupli certaines restrictions d'expression, qui avaient irrité de nombreux conservateurs, il a commencé à être félicité par les mêmes pour avoir supprimé ce qui, selon eux, était de la censure.

« Quand Elon a racheté Twitter, on lui en a fait voir des vertes et des pas mûres, ce qui a rappelé le traitement subi par Donald Trump et d'autres conservateurs, explique Trevor Traina, dirigeant d'une entreprise de tech et ambassadeur américain en Autriche pendant le mandat de Trump. Je pense que c'est à la fois les représailles des gauchistes et l'influence de Davis [Sacks], qui l'ont guidé et encouragé… Au bout du compte, c'est un mélange des deux. »

Elon Musk s'oppose aussi aux traitements médicaux pour les mineurs transgenres, et accuse les progressistes d'avoir autorisé cette pratique. Dans son podcast, il a dit avoir eu l'impression d'être contraint à signer des papiers pour que l'un de ses enfants puisse en bénéficier.

« Après ça, je me suis juré de détruire le virus du wokisme, a-t-il affirmé. Et c'est en bonne voie. »

Dernièrement, Donald Trump a changé de discours sur Elon Musk.

Au début du mois, il a revendiqué le soutien de Musk lors d'un meeting.

Il a affirmé que Musk ne lui avait pas demandé de modifier sa promesse de supprimer les subventions à l'achat des véhicules électriques.

« Je veux dire, les autres, on leur donne deux dollars et il faut leur payer à dîner. Et dans un grand resto, avec tout le toutim, a-t-il déclaré. Mais il ne m'a jamais dit "pourquoi tu tapes sur les voitures électriques ?" parce qu'il sait que je ne tape pas dessus. »

Et de poursuivre : « J'en ai eu, j'en ai conduit. Elles sont géniales. Mais elles ne sont pas pour tout le monde. »

Dana Mattioli
et Emily Glazer

Alex Leary, Robbie Whelan, Enes Morina, Micah Maidenberg et Jim Oberman ont contribué à cet article
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Timothée Gaven)

Edited from the original

La révolution démographique qui vient

En diplomatie, la masse humaine fait-elle la puissance ?

EPISODE 2/7

Pour l'Opinion, des experts explorent sept sujets démographiquesà à revers des idées reçues. **Frédéric Charillon est un universitaire et politologue français spécialiste de la politique étrangère et des relations internationales.**

L'ÉQUATION « masse = horde = puissance = invasion » a marqué des siècles d'histoire : la horde d'or des descendants de Gengis Khan aux XIIIe et XIVe siècles, avant eux les hordes barbares face à l'Empire romain, bien plus tard les panzerdivisionen de la Wehrmacht, le « péril jaune » ou le « rouleau compresseur russe »... On craint d'autant plus l'invasion qu'elle prend les traits d'un déferlement. Le « grand remplacement » ou la cinquième colonne sont d'autres craintes fondées sur le fantasme de la masse, visible ou invisible.

Les études stratégiques rejoignent les peurs ancestrales sur un point : elles accordent une importance centrale au nombre. C'est en nombre de chars, de bateaux, de sous-marins ou d'avions, de fantassins ou de missiles, que les annuaires stratégiques mesurent les capacités militaires d'un Etat. C'est en comparant les 24 millions de Taïwanais au milliard et demi de Chinois, la maigre flotte et les armements des premiers à l'effort de guerre actuel de Pékin, que l'on accorde peu de chances à l'île en cas de conflit. De même que l'explosion démographique africaine (moins de 500 millions d'habitants en 1980, 1,1 milliard en 2020, 2,5 milliards projetés en 2050 selon l'ONU), génère des discours sur l'inversion du rapport de force Nord-Sud.

A-t-on raison de vouloir mesurer ainsi la puissance en termes matériels, absolus, et indexés sur la taille de la population ? On attribue certes au ralentissement démographique français un déclin politique et militaire plus large, après Napoléon. Mais la puissance ne se mesure plus avec autant de simplicité. La démographie ne fait plus toujours la force. Pour autant, une large main-d'œuvre peut encore constituer un atout indéniable, à condition d'être bien utilisée. Dans le cas contraire, trop d'unités tue l'unité.

Les plus importantes représentations diplomatiques dans le monde

1	-	Chine	274
2	-	Etats-Unis	271
3	+2	Turquie	252
4	-	Japon	251
5	-2	France	249
6	-	Russie	230
7	-	Royaume-Uni	225
8	-	Allemagne	217
9	+2	Italie	206
10	-	Brésil	205
11	+1	Inde	194
12	-3	Espagne	190
13	-	Corée du Sud	187
14	-	Mexique	161
15	+3	Canada	157
16	-1	Argentine	150
17	-1	Pays-Bas	149
18	+1	Union européenne	143
19	-2	Suisse	141
20	+2	Hongrie	140
21	-1	Pologne	135
22	-1	Grèce	134

SOURCE : LOWY INSTITUTE

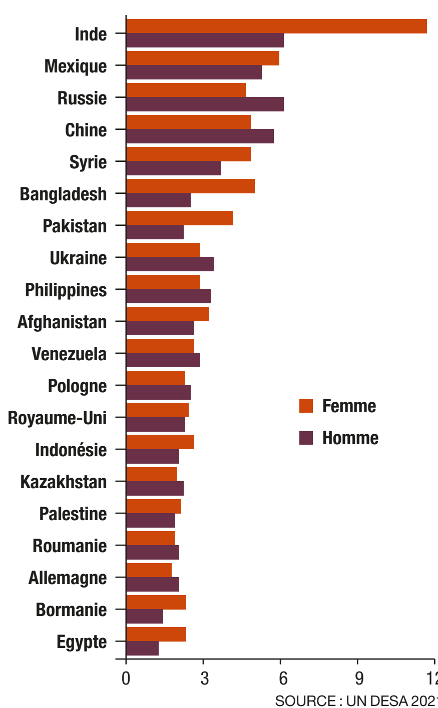
Les plus grands pays en termes de population

	Habitants	Superficie
Inde	1 428,6 millions	3 287 300 km²
Chine	1 410,7 millions	9 562 900 km²
Etats-Unis	334,9 millions	9 525 100 km²
Indonésie	277,5 millions	1 913 600 km²
Pakistan	240,5 millions	796 100 km²
Nigéria	223,8 millions	923 800 km²
Brésil	216,4 millions	8 515 800 km²
Bangladesh	173 millions	147 600 km²
Russie	143,8 millions	17 098 300 km²
Mexique	128,5 millions	1 964 400 km²

SOURCE : DONNÉESMONDIALES.COM



L'OPINION / ADOBE FIREFLY



QUAND LE NOMBRE NE VEUT RIEN DIRE : LA DIFFICILE DÉFINITION DE LA PUISSANCE

Les débats sur la puissance sont parmi les plus classiques de la science politique. L'école réaliste voit dans la possession de ressources matérielles la clef de la supériorité : superficie du territoire, matières premières, économie et industrie, le tout adossé à une population. Mais les exemples historiques contemporains abondent pour faire mentir cette corrélation simple entre masse et force. L'Union soviétique implosa malgré un territoire gigantesque (de loin le premier du monde, avec à l'époque 22,4 millions de km² riches en ressources énergétiques et autres), et 290 millions d'habitants en 1990. A l'inverse le minuscule Qatar, avec ses 2,7 millions d'habitants dont seulement 300 000 nationaux (en 2022) sur 11 500 km², fait régulièrement parler de son influence mondiale. Par ailleurs une démographie n'est pas immuable. De nombreux pays se dépeuplent, à l'image de la Russie (148 millions d'habitants en 1992, 143 en 2022), du Japon ou de plusieurs Etats européens.

Dans le domaine militaire, une population nombreuse peut autoriser une armée pléthorique (2 millions de soldats chinois, 1,45 en Inde, 1,4 aux Etats-Unis, 1,11 en Corée du Nord plus 1 million de réservistes...). Mais de quels armements dispose-t-elle, quelle est la qualité de son entraînement, son expérience au combat, son moral, sa cohésion de groupe, sa motivation à se battre et contre qui, etc. ? On se souvient de la piètre résistance de l'armée irakienne, « quatrième du monde », face à la coalition internationale au Koweït en 1991. De la même manière, dans le domaine diplomatique, les ressources en personnels, même soutenues par une ressource financière permettant de rémunérer très correctement des agents nombreux, ne préjuge pas d'une excellence en matière de politique étrangère.

Les études plus récentes ont montré que l'influence à l'international n'était pas simple affaire de masse. Le paramètre de la compétence joue (comment et dans quelles écoles les diplomates ont-ils été formés, la carrière diplomatique attire-t-elle les meilleurs éléments ou pas ?), ou l'attractivité d'un pays, son « soft power », sa réputation, ses ressources symboliques (les réseaux chiites pour Téhéran, le statut de gardienne des lieux saints pour l'Arabie saoudite, l'industrie de loisir et le rayonnement de célébrités pour l'Amérique ou le Royaume-Uni, la musique ou la culture pour la Corée du Sud...).

QUAND LA MASSE COMPTE : RESSOURCES HUMAINES ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Pour autant la Chine, la Turquie, la Russie ou l'Inde peuvent tirer profit d'un large réservoir d'agents. Pékin dispose du premier réseau diplomatique du monde avec 169 ambassades, 96 consulats et 8 missions permanentes (en 2020), et continue de le développer. Ankara s'implante toujours plus en Afrique, et New Dehli muscle son réseau. Reste à pouvoir rémunérer ces personnels. Mais la possibilité de remplir des ambassades à travers le monde fait la différence.

Mieux encore, ces représentations diplomatiques pourront s'appuyer sur des relais au sein des sociétés d'accueil, relais qui sont eux aussi fonction du nombre. La Chine s'efforce de mobiliser ses diasporas sur tous les continents, envoie de nombreux travailleurs en Afrique, ses étudiants dans les universités étrangères pour acquérir des savoirs et constituer une force de pression sur les contenus des programmes dispensés (on compte plus d'un million d'étudiants chinois à l'étranger, principalement dans les démocraties anglophones, et environ 500 000 étudiants indiens). Les Indiens constituent un tiers des 9 millions de travailleurs étrangers présents aux Emirats arabes unis, qui constituent eux-mêmes 90 % de la population du pays. Nous sommes loin, ici, des 1,7 million de ressortissants français en Asie Pacifique, vantés par Paris comme une preuve d'influence. Pour les Philippines, la diaspora des travailleurs internationaux représente une manne financière, avec les transferts d'argent que ces expatriés renvoient au pays. Manille fait même la promotion - très douteuse sur le plan éthique - de la « docilité » des employées de maison philippines à l'international, comme d'autres vantent la fiabilité de leurs voitures (ou Vladimir Poutine les prostituées russes, « les meilleures du monde »).

DR

Si Pékin ou New Dehli décident, sur le moyen terme, d'envoyer plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, experts, diplomates ou journalistes dans chacun des 27 pays de l'Union européenne, ils seront en mesure de le faire. Restera à les former correctement pour les rendre populaires (contrairement aux diplomates « loups guerriers » chinois, qui effraient par leur brutalité), donc de transformer cette présence en ressources de politique étrangère. Ce qui n'est jamais acquis : le social n'est pas un matériau malléable.

LA DÉMOGRAPHIE, ARME À DOUBLE TRANCHANT

Une population nombreuse peut donc être, sous certaines conditions, un atout dans la compétition mondiale. Mais il faut la nourrir, la loger, la chauffer, accessoirement la discipliner. Et si elle est hétérogène, composée de plusieurs communautés, ethnies ou religions, la fédérer. Le front domestique, en cas de dysfonctionnement, peut entraver la puissance d'un Etat et prendre le pas sur les ambitions extérieures. Pékin a eu un premier problème de développement voici plusieurs décennies du fait d'une population qui croissait trop vite (d'où la politique de l'enfant unique), et son dynamisme est aujourd'hui altéré par une population toujours nombreuse mais vieillissante (du fait de la politique de l'enfant unique...). L'effort militaire nord-coréen se fait au détriment de sa population qui souffre de famines chroniques. Les dépenses militaires russes décrétées depuis l'invasion de l'Ukraine se feront au détriment des Russes eux-mêmes. Une population nombreuse ne se contrôle pas aussi facilement qu'une population réduite : on peut imposer plus de contraintes aux Qataris ou Emiriens qu'aux Egyptiens. L'Iran, sous sanctions internationales et mené par des dirigeants autoritaires peu efficaces à alléger le quotidien de sa population (87 millions), connaît de plus en plus de protestations. Les connaisseurs du pays estiment qu'à terme, le régime se prépare à alléger considérablement sa stratégie religieuse en réseau à l'international (mobilisant le registre musulman et en particulier chiite), pour se recentrer sur un discours nationaliste, plus à même de souder une population proche du point de rupture.

En relations internationales comme ailleurs, la quantité n'est rien sans la qualité, le nombre sans l'esprit, l'ambition extérieure sans la cohésion interne.

Frédéric Charillon

Prochain épisode
Le vint'âge est à la mode

Résonances

L'intelligence collective du Parlement ou la Séparation de 1905

EPISODE 7/23

Le journaliste François Bazin, auteur de livres politiques à succès, et l'historien Jean Lebrun, ancien producteur sur France Inter de « La marche de l'histoire », décryptent **la politique française post-dissolution à l'aune de précédents historiques**.

Jean Lebrun

LE PARLEMENT TEL QU'ON LE RÊVE prend une part déterminante dans la production de la loi. En témoigne le long enfantement de la loi de Séparation des églises et de l'Etat de 1905.

Au début était l'affrontement violent. L'objectif de beaucoup dans le bloc des gauches qui domine la Chambre est d'« écraser l'Infâme ». Emile Combes, le président du Conseil depuis 1902, s'en prend systématiquement aux congrégations qu'il veut expulser de leurs positions dans le domaine éducatif et social. En octobre 1903, il s'en va inaugurer à Tréguier un monument provocateur en l'honneur du philosophe Ernest Renan, érigé pour la circonstance en héros de la libre pensée.

La statue d'un apostat sur la place de la cathédrale d'une province pieuse ! Catholiques et Bretons toujours, les habitants de Tréguier promettent un accueil de tous les diables à Combes, ce « Robespierrot », ce « Césarion en veston ». Au vrai, la cérémonie se déroule cahin-caha mais, à peine le président reparti, le clergé dresse en face de la statue un calvaire de réparation.

Morale laïque. En 1903, les clivages sont plus complexes qu'il n'y paraît. Combes ne croit pas à la possibilité d'une séparation proche. Il pense qu'il faut d'abord vider les congrégations de leurs 160 000 membres qui pervertissent la jeunesse et accélérer la diffusion de la morale laïque. Et en attendant, renforcer encore le Concordat afin de mettre le clergé aux ordres. Comme la majorité du bloc des gauches et l'administration des cultes qui ne veut pas perdre son rôle, il n'est pas « séparatiste » mais « concordataire ». Néanmoins il est aussi des « séparatistes » et ils sont nombreux. Ils vont obtenir que la loi en préparation soit examinée par une commission spéciale de 33 membres, constituée à égalité des séparatistes et des concordataires. Gain capital pour les premiers.

> « Si Briand avait marché droit, il ne serait pas arrivé au but »
>
> **Jean Baubérot et Nicolas Roussellier, historiens.**

La commission se choisit un président et un rapporteur, tous deux remarquables : le radical Ferdinand Buisson et Aristide Briand, un socialiste, issu d'un groupe minoritaire mais très doué pour aller chercher des interlocuteurs dans le camp d'en face. Lentement, la commission avance, au long de séances auxquelles le public s'intéresse peu, mais qui permettent de nouer des alliances. Briand affirme qu'il ne veut pas « mettre un revolver sur la tempe de l'Eglise ». S'élabore un texte d'organisation des libertés qui ressemble peu à la loi de vengeance imaginée d'abord.

Combes finit par réagir en affirmant soudain que c'est le texte de l'exécutif qui doit arriver en séance. Mais il est trop rigide. Les députés le font tomber en janvier 1905. Briand, lui, est ductile. En séance publique, il prend en effet comme point de départ le projet de l'exécutif, mais il le fait parvenir au point où la commission était arrivée. Au prix de multiples concessions et accommodements. Les historiens Jean Baubérot et Nicolas Roussellier qui sont dans l'Université nos « papes » de la Séparation y insistent : « Si Briand avait marché droit, il ne serait pas arrivé au but. »

Hélas la barque de Saint-Pierre se gouverne, elle, à coups de gaffe et Pie X a saboté l'application exacte de la loi. Il n'empêche : comme le texte sur les associations de 1901, elle est la preuve encore vivante de l'intelligence collective dont peut faire preuve le Parlement.



SIPA PRESS

Aristide Briand fut le rapporteur de la commission sur la séparation des églises et de l'Etat.



Prochain épisode
De l'application flexible de la Constitution

Mots de France. Groupes de niveau

UN MOT QUI CHANGE tout ou comment est-on passé de « groupes de niveau » à « groupes de besoin » dans le lexique officiel de l'Education nationale. Janvier 2024, Gabriel Attal quitte la rue de Grenelle. Tout auréolé de son succès sur l'interdiction de l'abaya, il a lancé le « choc des savoirs » et son corollaire : la répartition des élèves en fonction de leurs résultats. « Tri social », répliquent les syndicats. « Niveau » serait le début du « nivellement » (par le haut ?) alors que « besoin » rime avec « moyens », si chers (dans les deux sens du terme) à l'Education nationale.

Flairant le piège et l'impasse, Nicole Belloubet, arrivée en février, change l'appellation. « J'ai une marge d'autonomie par rapport à Matignon », assure-t-elle. La polémique se tasse, les manifs s'essoufflent. Tant pis si le niveau baisse, les besoins, eux, seront toujours en hausse.

Marie-Amélie Lombard-Latune
@malombard

Balance ton sport

Quand la politique mouille le maillot en Une de l'Opinion. Rétrospective.

Octobre 2017.
Dans les négociations internationales où tous les coups semblent permis, l'Europe paraît trop naïve.



KAK

Histoires des punchlines libérales
Mario Vargas Llosa et l'unité de la liberté

La série de Bernard Quiriny



Et si on rouvrait nos classiques ? L'Opinion vous propose cet été vingt-trois citations clefs de la littérature libérale, pour briller en société et mieux comprendre le libéralisme. *Episode 7*

S'IL NE SE TROUVE aujourd'hui plus grand monde pour se déclarer hostile au libéralisme politique, au sens de doctrine soucieuse des libertés civiles et politiques - aller et venir, s'associer, se syndiquer, s'exprimer, etc. -, les avis restent partagés sur le libéralisme économique.

Beaucoup de gens se disent favorables au libéralisme politique, mais réticents au libéralisme économique. La Déclaration des droits de l'homme, oui, le capitalisme, non ! Cette position est-elle soutenable ? S'il n'y a rien d'absurde à distinguer deux pans dans le libéralisme, l'un incarné par Locke ou Tocqueville, l'autre par Ricardo ou Say, les libéraux nient qu'ils puissent aller l'un sans l'autre.

« La liberté n'est pas divisible ni fragmentaire, écrit le romancier péruvien Mario Vargas Llosa, fervent partisan du libéralisme. Elle est unique et doit se manifester dans tous les domaines, l'économique, le politique, le social, le culturel. » Telle était déjà, deux siècles plus tôt, la position de Benjamin Constant qui se proclamait libéral « en tout », en politique aussi bien qu'en religion ou en économie.

« Condition indispensable ». C'est d'abord une question de cohérence : il ne serait pas logique de défendre certaines libertés - s'exprimer, pratiquer son culte, etc. - et d'en rejeter d'autres au motif qu'elles relèvent de l'économie - entreprendre, acheter, vendre, importer, exporter. « On ne compose pas avec les principes, avertit Gustave de Molinari en 1846, on ne trie pas les libertés, sous peine de manquer de logique et de bon sens. »

Surtout, on s'aperçoit que la liberté politique des uns repose en fait sur... les libertés économiques des autres. Qu'en serait-il de ma liberté de m'exprimer dans la presse, s'il n'était pas permis à des entrepreneurs de lancer des journaux, à des papetiers de fabriquer du papier, à des imprimeurs d'imprimer ? Elle resterait théorique, tout comme ma liberté de me déplacer s'il n'était pas permis à des entrepreneurs de construire ou d'importer des voitures.

« L'activité économique, rappelle Friedrich Hayek, nous fournit les moyens matériels de toutes nos fins. C'est uniquement parce que nous sommes libres dans le choix de nos moyens que nous sommes aussi libres dans le choix de nos fins. La liberté économique est donc une condition indispensable à toute autre liberté. »

Les intellectuels hostiles au capitalisme, ajoute Milton Friedman, ont tendance à négliger cette dimension du problème, qu'ils jugent bassement matérielle : ils oublient que les objets concrets, qui existent grâce aux libertés économiques, sont les supports de toutes les libertés politiques.

Ainsi, constate Louis Rougier, « la perte de la liberté des transactions implique la perte de toutes les autres libertés ». Politique et économie sont donc indissolubles. Libéraux des deux bords, unissez-vous.

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb. **Publicité commerciale :** Ronan Daligault, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION :** 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION :** Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier